



BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 32 – 1^{er} septembre 2022

En bref

Selon les derniers chiffres de l'ONU, le nombre de migrants et réfugiés vénézuéliens dans le monde s'élève à 6,8 millions, ce qui représente une augmentation de près de 660 000 personnes par rapport au dernier rapport datant de début juillet. Parmi eux, 5,8 millions (84 %) ont émigré en Amérique latine et dans les Caraïbes. La Colombie recense à elle seule 2,5 millions de migrants vénézuéliens, devant le Pérou (1,2 millions) et l'Équateur (0,5 millions). Hors de la région, ce sont les États-Unis, l'Espagne et l'Italie qui recensent le plus de migrants et de réfugiés vénézuéliens. Ainsi, 4 820 Vénézuéliens ont demandé l'asile en Union européenne en mai. Les Vénézuéliens qui émigrent sont en majeure partie des familles avec des enfants, des femmes enceintes, des personnes majeures ou des personnes handicapées, et sont de plus en plus précaires selon le HCR. Le gouvernement vénézuélien conteste ces chiffres et a récemment indiqué que plus de 29 000 Vénézuéliens étaient revenus sur le territoire grâce au « *Plan Vuelta a la Patria* » (« Plan Retour à la Patrie »), un programme qui a pour objectif d'aider au retour des Vénézuéliens victimes de xénophobie dans leur pays d'émigration.

LE CHIFFRE À RETENIR

6,8 MILLIONS

C'est le nombre de migrants et réfugiés vénézuéliens dans le monde.



Zoom sur : La réunion du conseil présidentiel andin à Lima.

Les chefs d'État de la Communauté Andine (CAN), regroupant la Bolivie, le Pérou, la Colombie et l'Équateur, se sont réunis à Lima en début de semaine. Dans ce contexte, le Président colombien Gustavo Petro a plaidé en faveur de la réintégration du Chili et du Venezuela et de l'intégration de l'Argentine à l'organisation, afin de donner plus de poids à la CAN au niveau international. Il a toutefois précisé qu'il souhaiterait que cette intégration ne se fasse qu'en cas de respect des droits de l'Homme. Ces appels à l'incorporation d'autres pays interviennent dans un contexte de tournant à gauche dans la plupart des pays de la zone. L'objectif politique serait ainsi de s'unir d'une même voix au travers de la CAN. Dans le cadre de cette réunion, l'Équateur a également appelé à une plus forte coopération régionale au niveau économique. En 2021, la Chine était le premier pays d'exportation des quatre pays de la CAN, à plus de 19,3 % des ventes régionales, juste devant les États-Unis (18,5 %). Les autres pays de la CAN n'arrivent qu'en 4^{ème} place, avec 6,4 % des exportations. La même situation se dessine concernant les importations.



BOLIVIE

En juin, l'entreprise publique bolivienne *Yacimientos de Litio Bolivianos* (YLB) a exporté environ 35 MUSD de lithium, 100 fois moins que le Chili.

La Bolivie a exporté pour environ 35 MUSD de chlorure de potassium et de carbonate de lithium au cours du S1 2022, alors que les recettes d'exportation de carbonate de lithium du Chili se sont élevées à 3,6 Mds USD et l'Argentine a exporté pour 247 MUSD. Si les exportations de lithium bolivien sont en hausse par rapport à 2021, cette performance reste moins conséquente que celle de ses concurrents, qui ont multiplié leurs ventes par 10 en un an. Le prix du lithium a été multiplié par plus de 400 % au cours des premiers mois de 2022, atteignant même un prix d'environ 80 000 dollars/tm sur certains marchés. Il représente ainsi une opportunité de taille pour les producteurs. Pour rappel, six entreprises sont encore en lice pour l'extraction directe du lithium en Bolivie: Catl Brulp & Cmoc, Fusion Enertech, Citic Guoan/Crig (toutes trois de Chine), Lilac Solutions (États-Unis), TBEA Group et Uranium One Group (Russie); l'entreprise retenue sera annoncée en novembre.

COLOMBIE

Moody's baisse la note créditrice du leader énergétique colombien Ecopetrol.

L'agence de notation Moody's Investors Service a baissé la note du crédit de référence de Ba1 à Ba3, en raison des délais pris par l'entreprise pour refinancer plus de 5 Mds USD de dette, ainsi que des nouvelles priorités annoncées du gouvernement. Suite à l'investiture du nouveau Président G. Petro, le gouvernement souhaite en effet accélérer la transition énergétique, en arrêtant de fournir des permis d'exploration d'hydrocarbures et en mettant en place de nouveaux impôts sur le pétrole et le gaz. Moody's a indiqué que la notation pourrait se stabiliser – voire s'améliorer – si Ecopetrol arrivait à refinancer les prochaines échéances de sa dette à temps.

Renault est la première entreprise automobile en Colombie.

Entre janvier et juillet 2022, Renault a vendu 27 553 véhicules en Colombie, lui permettant de conserver sa première place en nombre de ventes, devant Chevrolet (23 622) et Toyota (14 067). Cela représente toutefois une baisse de 1,5 % des ventes par rapport à la même période en 2021, alors que les ventes des principales autres marques sont en augmentation.

La Colombie est à 20 % autonome concernant les fertilisants primaires.

En 2021, la Colombie a ainsi importé près de 2,1 millions de tonnes de fertilisants et 66 423 tonnes de pesticides. L'autosuffisance du pays ne s'élève qu'à 20 % concernant les fertilisants, alors qu'elle se situe à 37 % pour le Mexique, 26 % pour la France et même 378 %



pour la Russie. Le pays reste toutefois au-dessus de la moyenne sud-américaine, qui s'établit à 16 % d'autosuffisance. L'importante dépendance des importations colombiennes de fertilisants russes a des conséquences directes sur la hausse des prix des produits de base en Colombie (l'inflation en glissement annuel se situait ainsi à 10,2% en juillet).

ÉQUATEUR

Guillermo Lasso et Pedro Sanchez mettent en place des accords de coopération entre l'Equateur et l'Espagne.

Le Président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez, actuellement en visite dans plusieurs pays d'Amérique latine, a échangé avec le Président de l'Equateur, Guillermo Lasso, sur les relations entre les deux Etats. Ils ont discuté des coopérations bilatérales, notamment sur les questions d'investissements, de pauvreté, de malnutrition infantile, de migration et de lutte contre le narcotrafic. Un accord d'investissements entre les deux pays sera signé avant la fin de l'année et l'Espagne a prévu d'allouer (via une conversion de dettes) 54 MUSD à l'Equateur pour des projets de développement durable et social. Les échanges entre les deux pays devraient dépasser les 1,5 Mds USD en 2022, soit bien au-dessus des niveaux pré-pandémiques. La visite du Président espagnol devrait aussi permettre de renforcer les liens entre l'Equateur et l'Union européenne. Il a ainsi annoncé que l'Espagne voterait en faveur de la suppression du visa Schengen pour les touristes visitant la zone euro pour de

courtes durées.

Le FMI publie ses prévisions concernant les revenus pétroliers du pays en 2022 et en 2023.

Le pétrole équatorien s'est vendu à 93 USD/baril en moyenne entre janvier et juin 2022, ce qui devrait permettre au pays d'atteindre des revenus pétroliers de près de 2,2 Mds USD sur l'année. Avec un baril prévu à 75 USD en 2023 selon le FMI, ces revenus devraient chuter de 500 MUSD l'année prochaine pour s'établir à 1,7 Mds USD. Toutefois, le FMI indique que ces prévisions restent très incertaines dans un contexte de guerre en Ukraine et de volatilité des prix de l'énergie au niveau mondial. Le gouvernement est en train d'élaborer le budget de l'Etat pour 2023, au sein duquel les revenus pétroliers ont une place importante, mais ces incertitudes rendent l'exercice plus difficile.

GUYANA

Les échanges avec la Chine s'élèvent à près de 1 Mds USD depuis le début de l'année.

Cela représente une augmentation de 223 % par rapport à la même période de 2021. Sur l'ensemble de l'année dernière, les échanges se sont élevés à 710 MUSD, alors que les ventes guyanaïses à la Chine sur la première moitié de 2022 seulement s'élèvent déjà 720 MUSD. Pour rappel, la Chine est le deuxième partenaire commercial de la région latino-américaine et caribéenne. Le volume d'échange annuel a ainsi dépassé les 300 Mds USD sur les trois dernières



années et s'est même établi à 450 Mds USD en 2021.

Le gouvernement envisage d'implanter une usine de production d'aluminium d'ici 2025.

Les réserves de bauxite du Guyana sont estimées à près d'1 Md USD et le gouvernement envisage ainsi d'ouvrir une usine de production d'aluminium d'ici 2025. Le développement de la production d'aluminium au Guyana pourrait se faire en partenariat avec le Brésil selon plusieurs annonces des chefs d'Etat respectifs.

PÉROU

Le gouvernement cherche une alternative à Odebrecht pour le projet Chavimochic III.

Le gouvernement a soumis un projet de loi permettant au ministère de l'Agriculture (Midagri) de modifier le contrat de concession du projet d'irrigation Chavimochic III (situé dans la région de La Libertad). Actuellement, les entreprises OEC (anciennement Odebrecht) et Aenza (anciennement Graña y Montero), toutes deux impliquées dans le scandale *Lava Jato*, détiennent respectivement 73,5 % et 26,5 % des actions du projet. Le gouvernement envisage de négocier avec ce consortium la conclusion du contrat suite à la construction et livraison du barrage de *Palo Redondo*. Le reste du projet (un canal de 128 km) ferait donc l'objet d'un nouvel appel d'offre qui serait mené par *Proinversión* (une agence de promotion de l'investissement

privé). Selon le PDG du projet, le barrage de *Palo Redondo* est à un stade d'exécution de 70 % (avec un investissement de 226 MUSD) et il faudrait investir 150 MUSD supplémentaires pour l'achever. Il estime également que le manque à gagner pour tout retard d'achèvement du projet est de 2 Mds USD par an (10 Mds USD sur 5 ans). Ce projet pourrait créer 5 000 emplois dans la construction, 50 000 dans l'aménagement des terrains et 150 000 dans l'agriculture. En outre, les 30 000 nouveaux hectares irrigués pourraient générer 1,5 Mds USD en exportations et attirer 1 Md USD en investissement privé.

Le Projet de Loi des Finances 2023 sera présenté le 2 septembre devant le Congrès.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Kurt Burneo, présentera au Congrès le PLF qui inclue le projet de budget, d'équilibre financier et de dette publique pour l'exercice 2023. Il s'élèvera à 215 Mds PEN, soit une croissance de 9 % (+17,8 Mds PEN) par rapport à 2022 (mais -4 % en termes réels). Les priorités affichées par l'exécutif pour l'exercice à venir sont l'éducation (19,5 % du budget), la santé (11,5 %) et les transports (9,5 %), qui représentent 40,5 % du total, ainsi que la protection sociale (6,7 %) et le segment ordre public/sécurité (6,7 %). Le ministre MEF souligne que le PLF 2023 a une approche plus décentralisée, accordant plus de ressources aux gouvernements régionaux et locaux. Ainsi, le budget des gouvernements régionaux augmentera de 16,4 %, tandis que celui des gouvernements locaux le fera de 38,1%.



VENEZUELA

Les échanges entre le Venezuela et les Etats Unis ont cru de 44 % au S1 2022.

Cela représente une augmentation de 379 MUSD par rapport au S1 2021. Depuis 2018, ce sont les mêmes secteurs qui continuent d'échanger. Le Venezuela importe ainsi des machines et équipements électroniques (211 MUSD), des céréales (146 MUSD), des aliments pour les animaux (111 MUSD) et des produits en plastique ou dérivés (200 MUSD), tandis qu'il exporte des aliments comestibles, des produits chimiques organiques et des machines et équipements électroniques. Le déficit commercial vénézuélien se situe entre 40 % et 50 %. Les activités de l'entreprise pétrolière Chevron, dont l'OFAC a autorisé des discussions avec le Venezuela en mai, pourraient reprendre avec moins de restrictions en cas d'accord des Etats-Unis via l'OFAC.

Le prix du dollar augmente, faisant perdre de la valeur au salaire minimum.

Le bolivar se déprécie actuellement fortement face au dollar (entre 8 % et 11 % selon les journées), faisant croître les prix en dollars alors que le pays est toujours soumis à une importante dollarisation. Les commerçants ont ainsi reçu l'obligation de fixer leurs prix au taux de change officiel, alors même que leurs fournisseurs les fixent au taux de change parallèle, qui est supérieur de 20 % et qui connaît lui aussi des hausses importantes. L'Etat

a réalisé des vérifications concernant l'application du taux de change officiel dans les commerces. Sur les 3 000 établissements visités, seulement trois appliquaient le taux de change officiel. Face à cette dépréciation, le salaire minimum a perdu près de deux fois sa valeur : situé à 30 USD en mars, il s'établit désormais autour des 15 USD. Afin de contenir la hausse du taux de change, la Banque centrale vénézuélienne a liquidé plus de 253 MUSD en trois jours. Elle ne parvient toutefois pas à stabiliser le taux de change du fait de la forte dollarisation et du manque de réserves internationales du pays.

Une entreprise chinoise de défense assure le transport du pétrole vénézuélien pour compenser la dette du pays envers la Chine.

Malgré les sanctions des Etats-Unis, la Chine a confié à une entreprise de défense chinoise le transport de plusieurs millions de barils de pétrole vénézuélien afin de compenser la dette du Venezuela envers la Chine. Ainsi, depuis novembre 2020, *China Aerospace Science and Industry Corp* (Casic) transporte du pétrole brut vénézuélien grâce à trois pétroliers. Au total, l'entreprise aurait pris 13 chargements pour un total de 25 millions de barils de pétrole d'une valeur d'environ 1,5 Mds USD.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone

	POPULATION (M), 2022 p.	PIB réel (Mds USD), 2022 p.	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB), 2022 p.	Dette publique brute (en % du PIB), 2022 p.	IDH (rang mondial)	Inflation
			2021	2022 p.			2019	Variation en g.a. en juillet
BOLIVIE	11,96	40,9	6,1	4,0	-2,8	83,9	107	2
COLOMBIE	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	83	10,2
EQUATEUR	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	86	3,9
GUYANA	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	122	5,7
PEROU	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	79	8,4
SURINAME	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	97	49,2
VENEZUELA	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	113	137,1
ARGENTINE	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	46	71
BRESIL	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	84	10,1
CHILI	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	43	13,1
MEXIQUE	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	74	8,2

Source : données Banque mondiale, FMI
(WEO, avril 2022), PNUD.

* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international